

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33090 BORDEAUXCEDEX

BORDEAUX, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SONELOG SAS

18-20 quai du Point du Jour
92100 Boulogne-Billancourt

Références : 23-1131
Code AIOT : 0005211729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement SONELOG SAS implanté ZA du Pot au Pin II - Bâtiment H Chemin de Cruque-Pignon 33610 Cestas. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel d'inspection de la DREAL Nouvelle-Aquitaine et l'action Post accident- Rouen concernant la mise en œuvre des évolutions réglementaires de 2020 et 2021, pour les stockages de matières combustibles en entrepôts.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SONELOG SAS
- ZA du Pot au Pin II - Bâtiment H Chemin de Cruque-Pignon 33610 Cestas
- Code AIOT : 0005211729
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sonelog est la filiale logistique du groupe SONEPAR, spécialisé dans la distribution de solutions et de matériels électriques pour professionnels. Le groupe SONEPAR détient 6 plateformes logistiques en France.

La société SONELOG à Cestas est autorisée à exploiter cet entrepôt par l'arrêté préfectoral d'enregistrement daté du 2 juillet 2013, complété par les arrêtés du 7 novembre 2014, du 17 décembre 2015 et du 27 août 2020. L'activité de stockage est classée à enregistrement pour la rubrique 1510.

La plate-forme comprend 4 cellules de stockage de 5 995 m² (110,88 x 54 m), la hauteur au faîtage est de 12,1 m et un stockage sous auvent de 800 m².

Les produits susceptibles d'être stockés dans l'entrepôt sont des fils et câbles, conduits et canalisations (chemins de câbles PVC, moulures, goulottes, ...), éclairage, des matériels d'installation "courant faible" (vidéosurveillance, contrôle d'accès, alarme incendie, ...), du matériel de génie climatique, du câblage et réseaux, du matériel industriel (commandes et signalisation, commandes moteurs, pneumatique ...), des matériels de fixations, outillages et piles, etc...

Un système de convoyage est mis en place à l'intérieur de l'entrepôt. Il représente une superficie de 1 750 m² au sol dans la cellule 1. Il passe de la cellule 1 vers la cellule 2, puis de la cellule 2 vers la cellule 3. Il ne dessert pas la cellule 4.

Une mezzanine de 720 m² est présente dans la cellule 1.

Le site compte environ 120 collaborateurs auquel s'ajoutent des intérimaires (39 %). Le site est certifié ISO 9001 et 15 001 pour le management énergétique.

Le site est télésurveillé en permanence et gardienné en heure non ouvrée (nuit et WE).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Mesures de prévention et protection contre le risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectoral

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
3	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8	Sans objet
4	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
6	Installations électriques et protections foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
5	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Sans objet
11	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 2.III	Sans objet
12	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les conditions d'exploitation de l'établissement étaient globalement respectées. L'exploitant assure le suivi et le contrôle de ces installations de façon satisfaisante, notamment les dispositifs de lutte contre l'incendie. D'un point de vue organisationnel, l'exploitant est tenu de finaliser la mise en œuvre d'un outil lui permettant d'accéder à un état des stocks des matières combustibles présentes. En revanche, l'absence de dispositif de détection incendie au niveau du auvent de stockage constitue une non-conformité pour laquelle un projet de mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
Thème(s) : Actions nationales 2023, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des

véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

Constats :

L'établissement est enregistré au titre de la rubrique 1510 par arrêté préfectoral du 02/07/2013. Au titre de cet arrêté, l'établissement était également classé à enregistrement pour les rubriques 1530 (dépôt de papier/carton ou matières combustibles analogues), 2663-1b et 2663-2b (stockage de pneumatique et produits dont 50% au moins de la masse unitaire est composée de polymère).

Plusieurs modifications ont été encadrées par arrêtés préfectoraux complémentaires en 2014 et 2015. Ces modifications concernaient des modifications des conditions de stockage et un changement de dénomination sociale.

Le 27/08/2020, un arrêté préfectoral complémentaire a été signé pour encadrer plusieurs modifications, dont la construction d'un auvent extérieur de 800 m² dédié au stockage.

Par courrier du 30/12/2021, une demande de bénéfice d'antériorité pour reclassement des activités de stockage sous la rubrique unique 1510, tenant compte du volume de l'entrepôt principal et du auvent extérieur, a été adressé. Ce reclassement a fait l'objet d'un acte du 05/01/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

Constats :

Au jour de l'inspection, l'exploitant a pu présenter un état des stocks indiquant un taux d'occupation des différentes cellules de stockage. Un inventaire des produits référencés est également disponible, mais ce dernier ne permet pas de distinguer les différentes typologies de matières combustibles ou familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. L'exploitant a indiqué qu'un travail était en cours pour permettre de disposer d'un état des stocks associant les typologies de produits, mentions de dangers et rubriques ICPE associées. L'exploitant est accompagné par la société Environance sur l'ensemble de ses sites en France pour mettre en œuvre cet outil.

L'état des stocks du local dédié aux matières dangereuses a pu être présenté. L'exploitant a indiqué qu'il était généré automatiquement. A noter que cet inventaire, réalisé sur la base des produits "commercialisés", ne reprend pas les produits stockés pour le compte de l'exploitant. Ainsi, un stockage d'environ 10 bidons de 18 l de gel hydroalcoolique a été constaté sans qu'il ne

soit identifié dans l'état des stocks présenté. Quotidiennement, l'exploitant procède à un inventaire physique sur une partie du stockage, et s'est fixé comme objectif d'effectuer l'inventaire physique complet 2 fois par an.
Observations : L'exploitant finalise, sous 3 mois, la mise en œuvre de l'outil permettant d'accéder, à tout moment, à l'état des stocks des matières combustibles stockées. Il s'assure qu'à cet état des stocks est associé un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées. L'exploitant s'assure que l'ensemble des produits dangereux stockés dans le local dédié, est répertorié dans l'état des stocks y compris les produits non commercialisés et utilisés pour son propre compte.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : Selon l'exploitant, aucun produit incompatible n'est stocké dans le local dédié aux matières dangereuses. L'inspection a pu constater que le local de stockage comprenait des racks munis de rétentions. Les produits sont stockés par référence et ne sont pas mélangés dans ces rétentions. Les inspecteurs ont noté que l'accès au local de stockage des matières dangereuses ne comportait pas les signalisations et mesures de prévention indiquant la présence de matières dangereuses. Par ailleurs, à l'intérieur du local, aucun moyen de protection (moyens d'extinction) n'était présent.
Observations : L'exploitant met en œuvre dans un délai d'un mois, les mesures de prévention et de protection adaptées au niveau du local de stockage de matières dangereuses, notamment en apposant un affichage par des pictogrammes de dangers à l'entrée du local et les consignes associées et en disposant à l'intérieur du local de moyens de protection (type extincteur).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond

<p>ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :</p> <p>1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;</p> <p>2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de stockages ont été appréciées par sondage au regard des dispositions suscitées et des dispositions prévues par à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/08/2020.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté au niveau des cellules 2 et 3 la présence de racks de stockage le long de la paroi nord-est, non prévue et non prise en compte dans l'étude des flux thermiques modélisés en cas d'incendie.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant se met en conformité, sous 2 mois, vis-à-vis des conditions de stockage fixées à l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27/08/2020, en supprimant le stockage le long de la paroi nord-est des cellules des cellules ou porte à la connaissance de l'administration cette modification en fournissant une étude actualisée des flux thermiques justifiant la conformité de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 5 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en</p>

<p>contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats : Selon l'état des stocks des matières dangereuses consulté, l'exploitant ne stocke aucun liquide inflammable de mention de danger H224.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Installations électriques et protections foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.[...] L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1er janvier 2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p>
<p>Constats : Le dernier rapport des installations électriques n'a pas pu être présenté aux inspecteurs ; le contrôle ayant été réalisé fin octobre, l'exploitant était en attente du rapport. Le rapport de vérification complète des dispositifs de protection du 22/03/2023 a été consulté. Le rapport signale la nécessité d'actualiser l'analyse du risque foudre (ARF) compte tenu des modifications opérées, à savoir la construction du bureau d'accueil chauffeur (cellule 1 - quai n°7) et la construction du auvent extérieur de 800 m². L'ARF n'a pas été actualisée à date.</p>
<p>Observations : L'exploitant met à jour, dans un délai de 2 mois, l'analyse du risque foudre (ARF) conformément aux dispositions prévues à l'article 18 de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. Il transmet à l'inspection les conclusions de l'ARF. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance conformément aux dispositions de l'article 19 de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010. L'exploitant communique, par ailleurs, le rapport du contrôle des installations électriques réalisé</p>

en octobre 2023, et le cas échéant, les actions prises pour lever les observations émises.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une détection incendie avec détection linéaire de fumées (sous référentiel R7 - APSAD) dans l'ensemble des cellules de stockages de l'entrepôt principal. Le dernier rapport de contrôle (Q7) a été consulté et ne présente aucune observation.</p> <p>L'ensemble de l'entrepôt est également équipé de système d'extinction automatique (type sprinklage - sous référentiel R1 - APSAD) . Le rapport de vérification (Q1) a été consulté et ne présente aucune observation. Le certificat de conformité N1 du 22/04/2015 a été consulté dans le registre de sécurité.</p> <p>L'inspection a en revanche constaté que le stockage extérieur sous auvent n'était pas équipé d'un système de détection automatique incendie. Le stockage sous auvent étant considéré comme une IPD (installation pourvue d'une toiture dédiée au stockage de matière combustible) ; il constitue donc bien une cellule à part entière. Il a été confirmé, postérieurement à l'inspection, par la Direction générale de la prévention des risques que le stockage sous auvent doit être pourvu d'une détection automatique incendie en application du point 12 de l'arrêté ministériel du 12/04/2017.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'absence de détection automatique incendie au niveau du stockage sous auvent constitue une non-conformité au point 12 de l'arrêté ministériel du 12/04/2017.</p> <p>Il est proposé à M. le Préfet un arrêté de mise en demeure pour encadrer la mise en conformité sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. [Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;
- - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

Constats :

L'établissement est doté des moyens de lutte incendie suivants :

- - système automatique d'extinction alimenté par une réserve d'eau dédiée.

Le dernier rapport de contrôle (Q1 selon référentiel APSAD) consulté ne présente aucune observation.

- - 6 poteaux incendie reliés à une réserve d'eau d'une capacité de 1080 m³.

Le rapport de test fonctionnel des 6 poteaux du 06/01/2023 a été consulté et ne présente aucune observation.

- - robinets incendie armés

Le rapport de contrôle du 19/12/2022 consulté identifie 2 RIA avec fuites (44 en bon état). Le prestataire a indiqué avoir procédé aux réparations nécessaires suite aux observations. Aucun enregistrement associé à ces interventions n'a pu être présenté. Lors de la visite sur site, il n'a pas été constaté d'anomalies visibles sur les 2 RIA visés.

- - extincteurs

Le rapport de contrôle du 19/12/2022 consulté identifie 3 extincteurs à réformer et 1 inutilisable (165 en bon état). Le prestataire a indiqué avoir procédé au remplacement des extincteurs suite aux observations. Aucun enregistrement associé à ces interventions n'a pu être présenté. Lors de la visite sur site, le remplacement des 4 extincteurs visés par les observations a pu être constaté.

- - système de désenfumage

Le rapport de contrôle du 19/12/2022 consulté ne présente aucune observation sur le système de désenfumage.

Des colonnes sèches sont par ailleurs installées sous la toiture le long des murs séparatifs compte tenu de la longueur de ces derniers.

La formation du personnel est assurée par la société PILOCAP pour le maniement des moyens. L'objectif de l'exploitant est d'assurer une formation ou recyclage tous les 2 ans.

En cas d'incendie, l'ensemble des alarmes remonte à la télésurveillance. Un report d'alarme est également en place dans le local gardien qui assure une levée de doute en heure non ouvrée avant d'alerter les services de secours le cas échéant.

Observations :

L'exploitant est tenu d'assurer la traçabilité des actions correctives consécutives aux contrôles réglementaires opérées sur ces installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie - dimensionnement moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13

Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie

Prescription contrôlée :

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des

<p>objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dimensionnement des besoins en eau a été établi selon le guide D9 et est encadré dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 02/07/2013.</p> <p>Le niveau des réserves d'eau sur site a pu être contrôlé.</p> <p>La disponibilité des débits d'eau au niveau des poteaux incendie fait l'objet de tests fonctionnels périodiques. Le dernier contrôle, réalisé le 06/01/2023, ne relève aucune observation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Installation de désenfumage et cantonnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté l'endommagement d'un écran de cantonnement de désenfumage au niveau de la dernière allée contigüe au mur séparatif entre les cellules 3 et 4 (coté cellule 3).</p> <p>Par ailleurs, au niveau de cette cellule, la distance entre le point bas de l'écran et la hauteur du stockage ne semblait pas respecter les 0,5 m requis.</p> <p>A noter que le rapport de contrôle de l'installation de désenfumage du 20/12/2022 consulté ne mentionne aucune observation.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant s'assure, sous 2 mois, de l'intégrité de l'ensemble des écrans de cantonnement des cellules et procède aux réparations nécessaires.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour s'assurer du respect de la distance de 0,5 m entre le point bas des écrans de cantonnement et le point le plus haut des stockages.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 11 : Règles d'implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 2.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Éloignement des stockages extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de</p>

<p>stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. [...] <p>Pour les installations existantes et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. Pour ces installations, cette distance peut également être réduite à 1 mètre, si le stockage extérieur est équipé d'une détection automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale, susceptible d'être présente dans le stockage extérieur considéré, est inférieure à 10 m³ de matières ou produits combustibles et à 1 m³ de matières, produits ou déchets inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence de stockages extérieurs situés à moins de 10 m des parois externes des cellules de stockage : stockage de tourets le long de la paroi nord-est du site et une aire de stockage extérieure accolé au stockage sous auvent.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'à compter du 1er janvier 2025, il devra respecter les dispositions de l'article 2.III de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 et assurer une distance de 10 m minimum entre les aires de stockage extérieures et les parois externes des cellules. Cette disposition s'applique également au stockage sous auvent considéré comme une cellule de stockage à part entière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;

- – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- – les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- – les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- – le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- – la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- – s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- – la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- – la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- – les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- – les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

Le projet de plan de défense incendie a été présenté aux inspecteurs. Ce projet a été établi sur la base d'une trame nationale pour l'ensemble des sites du groupe. Il est en cours de finalisation afin d'intégrer les dispositions locales du site.

Observations :

L'inspection rappelle que le plan de défense incendie devra être finalisé et déployé au 31/12/2023. Il est à transmettre aux services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Sans suite